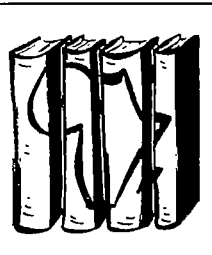


la revue des livres



Chronique bibliographique sous la responsabilité de Patrick Quantin avec la collaboration de François Constantin, Bernard Conte, Jean-Pascal Daloz, Pierre-Marie Decoudras, Philippe Gervais-Lambony, Jérôme Lafargue, Patrice Ondele, Jean-Emmanuel Pondi, Patrice Sanchez, Comi M. Toulabor.

EMBOUSSI (Boulaga F.) — Les conférences nationales en Afrique noire : une affaire à suivre. — Paris, Karthala, 1993, 229 p., annexes (Les Afriques).

Fabien Eboussi Boulaga est un des rares intellectuels africains sédentaires encore en activité de réflexion sur le continent et dont la pertinence d'analyse dans *La crise du Muntu* a été réconfortante. Aussi ses travaux laissent-ils rarement indifférent.

Globale et pluridisciplinaire, cette étude porte sur les conférences nationales à partir de celle du Bénin couverte par l'auteur pour le compte du journal camerounais *Le Messager*, montée en « témoin radical » et considérée comme « une incontestable réussite ; [avec] ses résultats probants » (p. 14). FEB nous fait visiter cette « invention béninoise » depuis sa conception jusqu'à son accouchement, ses moments-drames qui ont atteint leur paroxysme lorsque, contre toute attente, fut proclamée sa « souveraineté » (pp. 59-89). Il analyse aussi le jeu interactif des principaux acteurs qui ont participé à « l'événement » : le peuple, la diaspora, les intellectuels, les hommes de religion et les hommes d'appareil (pp. 31-58).

Pour lui, la ratification et la reconduction par les États africains, lors de leur accession à l'indépendance, du

régime colonial au cœur duquel se trouvent mort et violence à l'état brut ont engendré une situation de crise, une « hétéronomie idéalisée » et institutionnalisée comme procédure de régulation sociale. Tout tourne à l'envers dans cet univers hétéronomique transformé en idéologie et en fétiche (p. 98). L'État fétichiste entend fonctionner « sans son peuple, bien plus encore contre celui-ci, qui devient son opposé, voire son ennemi » (p. 102). L'État fétichiste est une rechute dans l'État de nature, qui est, selon le diagnostic de l'auteur, « irrreformable » (p. 123).

Il va falloir d'abord créer le « crédit » comme « force instauratrice immanente de toute constitution politique » (p. 126) pour remédier à la crise des États, parce que « les institutions humaines appartiennent toutes au domaine de la croyance, du croire » (p. 130) et les pratiques de résistance aux systèmes oppressifs ne sont efficaces que dans « l'exacte mesure où elles n'accordent pas de crédit aux institutions aliénantes, manifestant celui-ci comme le fondement de toute institution, quelle qu'elle soit » (p. 126). Il faut donc pour cela la fondation d'une « nouvelle communauté constituée en forme de parole et de liberté » (p. 137) et qui procède comme toute fondation historique du chaos initial. Seul pourra remédier, au « discrédit institutionnel » des États africains, un acte de fondation

comme la CN (p. 137) qui se propose dans le dialogue et la concertation de définir les valeurs essentielles de la nation.

Pour FEB, les CN peuvent se comprendre de l'intérieur à la lumière des concepts anthropologiques de fête, de jeu, de thérapie, de palabre et d'initiation qui désorganisent l'ordre ancien tout en ordonnant le nouveau dont elles posent les valeurs fondamentales et les normes directrices. Celles-ci émergent du tréfonds de la société, « qu'elles expriment dans le langage de son imaginaire, dans les archétypes de sa culture, ceux que les mythes racontent et que rejouent les célébrations et les rituels, ou d'autres du même genre (p. 167).

Que penser de cet ouvrage dont notre résumé est loin de restituer toute la richesse ? Nous irons plus avant que l'auteur en nous demandant si la crise de l'État n'est pas consécutive à la crise du Muntu « dès lors [que] le paysan est devenu psychologiquement fonctionnaire » (p. 53). Cette dimension aurait dû être plus explorée et intégrée plus systématiquement dans l'analyse pour montrer la profondeur de la crise en Afrique. A partir de là se pose au moins la question de l'efficacité des CN. Sont-elles vraiment des actes de fondation et d'initiation d'une nouvelle communauté comme le dit l'auteur ? Et comment fonder celle-ci quand personne n'est responsable ni de l'ancien ordre ni de quoi que ce soit ? L'image du fonctionnaire, dispensé de rendre compte de ses actes, est prégnante et hante l'Afrique contemporaine des réellement fonctionnaires et des « psychologiquement fonctionnaires ». La CN béninoise, parce qu'elle est la première du genre, avait sa dynamique interne propre et comportait beaucoup de lots de suspense (pp. 69-83) qui faisaient son originalité, ne pouvait être érigée en modèle transposable. Le croire est une erreur que commettront des vendeurs de CN comme M^e Robert Dossou, principal artisan de la béninoise. D'autre part, au regard des connivences des Églises chrétiennes avec les dictatures, FEB leur fait jouer un trop beau rôle en surestimant leur image sociale. Très souvent les pré-

lats dirigeant les CN ont usurpé par mimétisme ou par défaut un rôle qui n'aurait pas dû être le leur, en toute logique. Les CN sont « une affaire à suivre » dans la durée et on s'étonne de l'enthousiasme médiat de l'auteur pour celles qui ont eu lieu. Disons pour terminer qu'il y a des erreurs typographiques fâcheuses qu'on aurait pu éviter. [C.M.T.]

CONAC (Gérard) (dir.) — **L'Afrique en transition.** — Paris, Economica, 1993, 517 p.

Fin décembre 1990, G. Conac a organisé, avec le concours du ministère de la Coopération et dans l'élan du discours de La Baule, un colloque ouvert à de très nombreux participants venus pour beaucoup d'Afrique. Les résultats des travaux sont consignés dans ce dense ouvrage qui est à la fois un outil de connaissance par les analyses qu'il délivre et, déjà, un témoignage historique marquant une époque déjà révolue : celle des grands espoirs des transitions « démocratiques » par le passage au multipartisme.

Trois ans plus tard, bien des propos seraient sans doute assortis de plus de précautions. Le multipartisme était assurément la meilleure entrée, sinon la seule, dans la voie du changement des régimes politiques. Les autres conditions d'infrastructures : les transformations de l'administration, de la justice, pour ne pas parler de la culture politique, étant infiniment plus lourdes à manipuler de l'extérieur et en tout cas impossible à métamorphoser d'un coup de baguette magique.

Le chapitre introductif de G. Conac, écrit plus tard — il englobe des événements datant de 1992 —, constitue une réflexion plus distanciée. Son apport est évident, quoiqu'un peu décalé par rapport aux autres textes qui livraient des contributeurs surpris sur le vif. Il eut été intéressant que son auteur mobilisât un nouveau colloque sur le thème « La Baule, trois après ». Mais le ministère l'aurait-il suivi ? [P.O.]

M'BOKOLO (Elikia) (dir.) — **Développement : de l'aide au partenariat.** — Paris, La Documentation française, 1993, 269 p.

Même si en longue période, l'Afrique paraît avoir accompli « un progrès global incontestable qui ne se limite pas aux grandeurs économiques », elle n'en reste pas moins au plan démographique « le continent de toutes les priorités » tandis que son développement économique est à terme hypothéqué par une « spécialisation récessive » et « appauvrissante » et « un endettement permanent ». Ni le dispositif de la Banque mondiale et du FMI, ni l'aide publique bilatérale au développement ne sont parvenus à répondre efficacement à cette situation de marginalisation commerciale. L'aide française à l'Afrique participe d'une mise sous « perfusion financière » du continent noir qui maintient les États rentiers africains dans une « phase de consommation assistée » incompatible avec les effets d'apprentissage indispensables à la réhabilitation et au développement des appareils de production nationaux. L'explication de ces dysfonctions réside dans la fonction politique de l'aide. Celle-ci, et avec elle le système français de la coopération, contribuent à structurer un marché politique sur lequel s'échangent les ressources nécessaires au fonctionnement du système diplomatique franco-africain en permettant la reproduction de ses mécanismes clientélistes. C'est à l'aune de la pérennité du système clientéliste franco-africain que devraient être mesurées la portée et les chances de succès des réformes envisagées, qu'il s'agisse d'une refonte institutionnelle des structures de la coopération, de la « contractualisation de l'aide » ou de la « régionalisation de la coopération » dans l'espoir, d'une part de responsabiliser les pouvoirs africains, et d'autre part de « contourner l'État » capteur de rentes. Les chances de voir l'aide produire des « effets multiplicateurs » au lieu des effets pervers actuels sont en définitive subordonnées à une profonde mutation du mode de relation instauré entre les pays « du champ » et la France, muta-

tion qui exige au préalable la réforme de l'État via la démocratisation perçue non plus comme une conséquence mais comme une condition du développement. [P.S.]

GIBBON (Peter) (ed.) — **Social Change and Economic Reform in Africa.** — Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1993, 379 p.

Il est rare de trouver un ouvrage collectif aussi fortement d'actualité que celui-ci, en même temps que d'un niveau scientifique élevé et d'une si forte unité. L'objet du livre est de mesurer les effets des programmes économiques d'ajustement structurel sur les sociétés africaines. Il est le résultat d'un programme du Scandinavian Institute of African Studies lancé en 1990 (et encore en cours) dont l'une des originalités est de se fonder entièrement sur le travail de chercheurs africains, les Suédois n'apportant qu'une aide technique et bibliographique.

Quatre cas nationaux sont considérés : le Kenya, le Lesotho, la Tanzanie et le Zimbabwe. Ces quatre pays ont adopté des programmes économiques d'ajustement structurel appuyés par le FMI et/ou la Banque Mondiale, respectivement en 1981, 1988, 1986 et 1990. Cinq domaines sont étudiés ici : les services sociaux (santé et éducation), l'agriculture, le secteur « informel », les relations entre l'État et la société civile (avec en particulier des analyses très riches des mouvements syndicaux), les ONG. La problématique claire et commune, très strictement suivie par chaque auteur, donne son unité à l'ouvrage et permet une véritable réflexion comparatiste (quoique limitée à l'Afrique australe et orientale) : d'une part on peut mesurer à quel point les politiques économiques ont été diversement mises en œuvre, d'autre part, et surtout, on observe que leurs effets sont différents d'un pays à l'autre.

L'avantage des textes réunis ici est qu'ils sont longs, très nourris et qu'ils proposent à chaque fois une étude com-

plète d'un domaine en faisant remonter l'analyse à la période coloniale. Ainsi les conséquences très fortes des programmes économiques sont bien mises en valeur, en même temps que mises en cause : finalement c'est plus la faiblesse des effets qui ressort. En effet, sur le plan économique les résultats attendus ne sont pas au rendez-vous (tout particulièrement dans le domaine agricole), pour le reste les changements récents des sociétés des pays étudiés semblent trouver leurs explications plus loin dans le passé et seraient probablement intervenus de toutes façons, peut-être plus tard, peut-être avec moins d'ampleur. Ainsi en est-il du développement accéléré du secteur informel face à la montée du chômage et à la baisse des revenus des salariés, de la multiplication des ONG pour pallier le désengagement des États ou des processus de démocratisation. Quelques exceptions notables cependant ; par exemple le retour sur la scène politique du mouvement syndical ouvrier au Zimbabwe est bien une conséquence de la libéralisation économique qui a brusquement placé les syndicalistes dans l'opposition (modérée) au régime. De même la détérioration de l'accès au service de santé et d'éducation, dans tous les pays étudiés, est une conséquence directe des politiques économiques. Reste à savoir si l'échec des programmes d'ajustement est dû à l'absence de volonté politique pour leur mise en œuvre effective ou si ce sont les principes mêmes de ces réformes économiques qui doivent être remis en cause, mais l'ouvrage ne propose pas véritablement de réponse sur ce point, sinon indirectement.

Les contributions intéresseront en tout cas ceux qui cherchent des informations générales sur les sujets traités, au-delà de la seule problématique de l'ouvrage dont le titre est un peu réducteur. L'étude sur le secteur informel au Zimbabwe (V. Brand, R. Mupedziswa et P. Gumbo), par exemple, est une excellente synthèse riche en apports nouveaux sur un sujet mal connu, de même le texte sur les rapports entre l'État et la société civile au Kenya (M.G. Ngunyi et K. Gathiaka) ou l'unique chapitre portant sur le Lesotho (M.

Neocosmos). Dans l'ensemble, ce n'est que sur le monde agricole que l'ouvrage reste un peu décevant car les auteurs, sur ce thème, proposent une analyse avant tout économique et traitent peu des transformations sociales. Quoi qu'il en soit, on attend avec impatience les publications ultérieures annoncées dans le cadre du même programme de recherche. [P.G.-L.]

GRANQVIST (Raoul) (ed.) — **Culture in Africa, an Appeal for Pluralism.** — Uppsala, The Scandinavian Institute of African Studies, 1993, 204 p. Seminar Proceedings n° 29.

Existe-t-il une culture africaine ? On pouvait s'attendre à ce que *Culture in Africa* pose cette question, or ce n'est pas le cas puisque l'on a surtout affaire à un kaléidoscope d'exemples précis et que cet ouvrage collectif semble manquer de fil directeur. Diversité est gage de richesse, mais on sent ici une difficulté à cerner véritablement un objet de recherche : on peut regretter l'absence d'une introduction plus étoffée par le maître d'œuvre de l'ouvrage ainsi que d'une conclusion générale. Les textes réunis abordent des sujets extrêmement variés : religion, théâtre, littérature, politique, architecture, langues. Les pays abordés sont l'Afrique du Sud, le Botswana, le Kenya, le Mali, le Nigéria, le Zimbabwe. Les auteurs, pour la plupart universitaires suédois, sont sociologues, musicologues, linguistes, littéraires, romanciers, historiens... La forme (et la nature) des textes est aussi très variée : certains, très brefs, sont avant tout polémiques (comme les quelques pages de Chenjerai Hove, romancier zimbabwéen, sur le « one party state », ou celles de Adewale Maja-Pearce sur l'usage de la langue anglaise par les écrivains africains), d'autres sont des états de lieux de certaines questions, l'architecture islamique en Afrique par exemple, enfin un certain nombre relèvent d'une recherche universitaire plus classique. Certaines contributions sont passionnantes : celle de B.D. Frederiksen sur la littérature

populaire au Kenya, celle de O. Axelson sur les rapports entre musique traditionnelle et musique religieuse au Zimbabwe sont les plus étoffées d'entre elles. D'autres indiquent des pistes mais sont trop brèves pour satisfaire le lecteur, en particulier le texte de K. Götrick sur le théâtre nigérian et celui de C.F. Hallencreutz sur l'image politique actuelle de Shaka en Afrique du Sud. Plusieurs textes révèlent aussi les capacités étonnantes de résistance à l'acculturation des sociétés africaines (en particulier dans le domaine religieux dans le texte de Arnsten et Lundby sur les églises américaines au Zimbabwe).

En filigrane pourtant, au fil des pages, le lecteur découvre une unité à l'ouvrage, sur le fond en tout cas : à l'heure où les discours sur l'Afrique sont si sombres et pessimistes, les auteurs mettent tous en relief des innovations culturelles africaines, toujours ambiguës certes car mêlées d'influences complexes et surtout européennes, ou bien résultat d'une politique oppressive, mais preuve que continue de se forger, surtout en ville et malgré des conditions contraires, une société nouvelle [P.G.-L.]

MCILWAINE (John) — **Africa : A Guide to Reference Material.** — London, Hans Zell, 1993, 507 p.

Ce guide offre un recensement très complet des ouvrages de références produit sur l'Afrique subsaharienne depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à 1992. Il signale au niveau continental, puis par pays, les manuels généraux, les annuaires, les répertoires institutionnels, les sources biographiques, les bulletins statistiques ainsi que les atlas. De nombreuses entrées sont accompagnées d'un commentaire précisant les conditions de production et le niveau de fiabilité. Très utile comme tel, cet ouvrage est aussi instructif quand on l'emploie comme indicateur du degré d'intérêt porté aux différentes sociétés considérées par les producteurs de données : 44 pages pour l'Afrique du Sud, 11 pour le Nigéria et seulement deux pour la Guinée ou le Mali... [P.Q.]

BRUNEL (Sylvie) — **Le gaspillage de l'aide publique.** — Paris, Seuil, 1993, 188 p., annexes (L'Histoire immédiate).

Avec ses 40 milliards de francs lourds en 1992, soit 0,57 % de son PNB, la France se classe au 3^e rang mondial très flatteur des pays industrialisés qui consacrent une part importante de leur richesse à l'aide publique au développement (APD). Mais cette somme faramineuse sert à tout sauf à lutter contre la pauvreté et à promouvoir un réel développement. Elle promet au contraire la pauvreté. C'est là le grand paradoxe.

Sylvie Brunel, directrice scientifique de l'AICF (Action internationale contre la faim), sans faux-fuyants s'emploie à démontrer comment donateur (la France) et donateurs (en majorité les pays africains francophones) détournent allègrement à tour de bras ce pactole dont seulement 5 % atteignent effectivement leur but. Le reste alimente l'énorme gouffre des Danaïdes que sont l'assurance-crédit COFACE (Compagnie française d'assurance du commerce extérieur) qui couvre les risques des marchands d'éléphants blancs, les gros salaires des coopérants des colonies de vacances, les achats d'armes pour réprimer les populations, le financement des déficits des budgets des pays africains, etc. L'APD concourt ainsi au maintien et à la « stabilité » des pouvoirs africains qui sont trop souvent des autocraties sanguinaires et corrompues, plus habiles à décupler leurs cassettes personnelles et à arroser royalement les partis politiques français. Est démonté à travers des exemples précis l'ensemble de cette « coopération » à courte vue dont les effets pervers placent la France dans des positions compromettantes la poussant à ne plus élaborer une diplomatie souveraine et responsable à laquelle sont substituées, par manque de volonté politique, de plus en plus des actions humanitaires comme une quelconque ONG.

Parti de ce constat, l'auteur plaide pour une coopération renouée qui passe par des contrats-programmes s'attaquant d'abord aux besoins prioritaires de santé, d'éducation, d'eau, de nutrition,

etc. Ce qui nécessite au moins une conditionnalité, un contrôle et une contractualisation de l'APD. D'où exigence de plus de transparence et aussi une valorisation accrue du rôle des ONG qui ont pour vocation de coller aux réalités quotidiennes.

J'aime ce livre quand bien même Diafoirus et son fils diront qu'il n'apporte rien de nouveau que l'on ne sache déjà. Le but de l'auteur est de secouer le cocotier et de vulgariser auprès du grand public dans un langage clair et incisif un savoir que d'autres exprimeraient dans un discours plus opaque encore que la politique de coopération elle-même. Sur ce plan, S. Brunel aura atteint son objectif de sensibilisation de l'opinion et de la classe politique françaises, ne serait-ce que, ce qui était impensable il y a quelques années, cette mobilisation, en novembre dernier, en faveur de la loi pour la survie et le développement qui eut pour point de départ les réflexions suscitées principalement par ce livre.

Cependant, il me semble que S. Brunel tresse un peu trop de lauriers sur la tête du général de Gaulle, grand initiateur de cette politique africaine clientéliste et fortement intéressée de la France à travers une multiplicité de structures de décisions occultes ou parallèles, à travers les fameux réseaux Foccart que ses successeurs n'ont fait que maintenir ou renforcer. Mais comment réformer en profondeur la coopération, quand on continue à mythifier, à déifier son promoteur ? Par exemple, si de Gaulle a soutenu le Biafra sécessionniste c'est bien pour affaiblir le Nigéria, puissance régionale qui a le défaut d'être anglophone, en faveur de la Côte-d'Ivoire francophone et tête de pont de la France dans la région. Cela ne procède d'aucune magnanimité politique, contrairement à ce que pense S. Brunel. La rénovation de la coopération ne peut se concevoir sans un début de « dégaullisation » préalable. Car, avec son pactole de 40 milliards sur le tapis, cette politique africaine-là donne l'impression d'épouser toutes les configurations d'un pacte mafieux où seul le Bon Dieu peut reconnaître les parrains et les filleuls. [C.M.T.]

CHOQUET (C.), DOLLFUS (O.), LE ROY (E.), VERNIÈRES (M.) (dirs.) — **État des savoirs sur le développement : Trois décennies de réflexion francophone sur le développement de l'Afrique : un regard édifiant.** — Paris, Karthala, 1993, 229 p.

Livre-bilan né d'un sursaut d'orgueil. Piqués au vif par des remarques de collègues anglophones de l'EADI (Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement, Genève) sur le prétendu déclin de la productivité des travaux francophones sur le développement, onze universitaires français de grand renom se sont attelés, dans le cadre du GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique, Économie mondiale, Tiers monde, Développement, Paris), à démontrer le bien fondé de la proposition inverse. Le résultat est un ouvrage important qui se distingue par au moins trois aspects majeurs : la stature scientifique des contributeurs, la restitution bien fouillée des évolutions internes de chaque discipline et enfin, la mise en exergue de l'extraordinaire complémentarité des sciences sociales analysant le développement en Afrique.

Concision, simplicité et clarté semblent caractériser ce bilan trentenaire pourtant difficile à élaborer. En effet, très souvent les querelles doctrinaires (cf. en sociologie où la notion même de développement fut mise à rude épreuve dans les années 1970, p. 186) se le disputaient avec des confrontations menées sur toile de fond idéologique/politique (cf. l'école française d'anthropologie des années 1960-1975, p. 164). La vitalité de la pensée francophone du développement est restituée dans cet ouvrage.

L'on peut quand même regretter que les auteurs n'aient pas cru devoir inclure un chapitre entier sur « une pensée dissidente du développement en francophonie », qui aurait eu pour objectif de restituer plus en profondeur les sons de cloches différents que furent les écrits de penseurs tels que F. Fanon, A. Memmi ou encore A. Césaire. Bien que non universitaires, leurs travaux influencèrent la pensée universitaire

francophone du développement pendant la période concernée. L'on aurait également souhaité qu'il en soit plus dit sur les points de vue d'un M. Bendjaoui ou M. Benchikh.

Ces réserves mineures étant mises de côté, il faut saluer cet ouvrage en espérant que les experts anglophones du développement en Afrique auront la possibilité de le lire ; cela pourrait les faire changer d'avis à propos d'un certain nombre d'idées préconçues. [J.-E.P.]

BONNER (Raymond) — **At the Hand of Man. Peril and Hope for Africa's Wildlife.** — Londres, Simon and Schuster, 1993, 322 p.

Le tableau de chasse de l'auteur n'épargne aucun des groupes directeurs de conscience internationaux ou régionaux, des aristocraties traditionnelles ou parvenues qui noyautent les associations mondiales aux scientifiques parfois sérieux, parfois douteux, en quête de diplôme ou de notoriété, chacun animé, ou feignant de l'être, d'une confiance inébranlable dans son humanisme parfois tellement transcendant qu'il ne peut se réaliser qu'en oubliant le commun des mortels, c'est-à-dire ici le paysan ou l'éleveur africain. Nous conduisant des bureaux climatisés d'Amérique du nord ou d'une Europe neutre aux savanes et aux forêts tropicales, l'auteur fait une histoire immédiate d'un racisme et d'un néo-colonialisme ordinaires qui empoisonnent la conduite des politiques de protection de la faune en Afrique dont le trait commun est généralement de marginaliser les Africains ordinaires, leur vie quotidienne, leur survie. Cette chronique souligne les perversités accumulées depuis des décennies que les indépendances n'ont guère réduites. Heureusement ce monde nauséabond n'épuise pas le panorama. Il y a des expériences montrant d'autres façons de penser et de pratiquer la conservation de la nature en liaison avec les besoins élémentaires des populations locales et de leur développement. La question du statut de la faune, patrimoine collectif,

de sa valeur marchande est alors au centre de réflexions essayant de déjouer les mythes entretenus par l'incertitude du savoir et l'opacité entretenue des données.

L'ensemble s'appuie sur des investigations documentaires et de terrain d'une intensité inaccoutumée sur ces thèmes et tendrait à accréditer finalement l'ensemble de la démonstration, même si effets de style et jugements à l'emporte-pièce inquiètent parfois. Comme cet ensemble en définitive rigoureux prend à rebrousse-poil (c'est la moindre des choses au vu du sujet) bien des porte-paroles autorisés ou auto-investis occupant le terrain de la « défense » de la faune sauvage, il faut dire aux écologistes de toute obédience, mais aussi à tous ceux qui s'intéressent aux stratégies de pouvoir, politologues, sociologues, anthropologues, que la lecture de cet ouvrage non académique informe, décape, édifie, rend sans conteste plus modeste, et de ce fait plus intelligent. [F.C.]

CROLL (E.), PARKIN (D.) (eds.) — **Bush Base : Forest Farm. Culture, Environment and Development.** — Londres, Routledge, 1992, 263 p.

Cet ouvrage est le produit des recherches d'un groupe d'anthropologues européens (mais où les seuls francophones sont un Belge exilé de longue date à Londres et un chercheur rwandais) consacrées à une analyse approfondie d'une dimension des problèmes de l'environnement dont on découvre enfin le caractère fondamental, la dimension cutulrelle. Au travers d'un travail comparatif où l'Afrique occupe une place prépondérante, mais qui conduit le lecteur en Asie du sud-est et même, ce qui est encore rare, au cœur de la Sibérie, les auteurs entendent remettre en cause la pensée conformiste en matière de relations homme-nature véhiculée sous diverses formes par des approches occidentales savantes, mais indifférentes ou hermétiques aux savoirs et aux représentations culturelles autochtones. L'objet

n'est pas seulement du domaine de la spéculation intellectuelle ; pour les inspireurs de la recherche, il s'agit aussi d'apporter des éléments de réponse au problème crucial du développement au niveau local. Celui-ci repose en effet sur une gestion du milieu naturel élaborée à partir des images et des connaissances accumulées par les acteurs directs que sont les populations rurales.

La « participation » locale doit être envisagée, mais en sachant qu'elle s'inscrit dans un ensemble de rapports de puissance qui ne concernent pas seulement les acteurs humains. Il leur est rappelé que « la compréhension culturelle de l'environnement (est liée à) la reconnaissance du fait que, fondamentalement, la négociation porte sur une hiérarchie de pouvoirs, des choses sur les hommes, des hommes sur d'autres hommes, et de certains hommes sur les choses... ». Sur les bases explicitées par E. Croll et D. Parkin, puis d'un certain côté obscurcies par les méditations de T. Ingold sur la construction culturelle de l'environnement, une succession d'études de cas apportent des éclairages plus ou moins théorisés sur la représentation culturelle des arbres chez les Dogon, l'articulation entre (agri)culture et différenciation sexuelle chez les Mendé, le surpâturage au Zimbabwe et diverses modalités des incidences des croyances et pratiques religieuses sur la conservation de ressources naturelles en Côte-d'Ivoire, au Rwanda ou sur les confins éthiopo-kenyans. Sur le thème précis de la participation de la population, C. Drijver décrit quatre expériences au Kenya, au Niger, au Cameroun et en Inde ; c'est un peu rapide, mais informe et repose un peu de l'aridité de certaines analyses. A l'heure où les décideurs s'aperçoivent que l'efficacité des politiques de l'environnement passe par la prise en compte des sociétés directement concernées, une telle publication leur rappelle qu'à moins de se contenter d'effets de mode, la chose est loin d'être simple. Un vaste champ de recherche fertile en hypothèses est ainsi ouvert aux chercheurs soucieux d'innovation conceptuelle et d'efficacité pratique. [F.C.]

BENACHENHOU (Abdelatif) (dir.) — Environnement et développement. — **Revue Tiers-Monde**, n° spécial, tome 33, n° 130, avril-juin 1992, 258 p.

L'ambition de ce numéro de la revue *Tiers-Monde* était de clarifier les relations existant entre environnement et développement, grâce à l'analyse interdisciplinaire des formes d'action susceptibles d'être menées aux niveaux internationaux, nationaux et locaux. L'objectif n'a pas été à notre sens atteint, et, malgré certains articles éclairants, l'ensemble contribue plutôt à obscurcir la compréhension par un abus de théorisation. Le concept de développement durable fondant l'esprit de ce numéro n'est pas toujours clairement mis en valeur, notamment par la faute d'un hermétisme dans le raisonnement ne traduisant pas vraiment un souci de clarification. Dénonçant le décalage croissant entre les pays industrialisés dont la technologie ne cesse de progresser et les pays moins avancés incapables de suivre, voire de puiser dans ces ressources, fustigeant le télescopage des politiques étatiques, entrepreneuriales et internationales. A. Benachenhou propose des solutions qui, bien que générales, ont l'avantage de la clarté et de la circonspection. Même si son idée de pacte social international est ambitieuse, elle a le mérite d'associer l'augmentation de l'aide publique au développement et le processus d'identification et de mise en œuvre des technologies les plus adaptées avec l'apprentissage de nouvelles cultures et de nouveaux comportements.

Dans cet ensemble inégal et avare d'exemples précis (le champ africain n'est que trop peu utilisé), on peut retirer d'autres données constructives. Se focaliser sur la croissance démographique, c'est minimiser la responsabilité des pays du Nord, mais l'insuffisance des connaissances scientifiques dans ce domaine ne permettrait pas encore de proposer des solutions durables. D'autre part, il faut tenir compte d'un savoir-faire paysan, et il est nécessaire de ménager une étroite interaction entre les institutions étatiques et les paysans. En ce sens, l'article de M. Dufumier, grâce

à des exemples assez concrets, est convaincant. Enfin, il apparaît que la préservation de l'équilibre entre les besoins sociaux en nourriture et le potentiel des écosystèmes locaux est essentielle. Cette affirmation nous vaut un exposé très clair sur ce qu'est l'agriculture biologique avec au surplus une bonne mise en perspective des contraintes idéologiques, culturelles et politiques pesant sur ce concept. [J.L.]

SOLBRIG (O.T.), YOUNG (M.D.) (eds.) — **The World's Savannas. Economic Driving Forces, Ecological Constraints and Policy Options for Sustainable Land Use.** — Paris, New York, UNESCO/The Parthenon Publishing Group, 1993, 350 p.

Cet ouvrage est une réussite à laquelle on peut trouver deux raisons majeures : son thème central est spécifique et il n'existe aucune velléité de s'en éloigner ; les contributeurs viennent de divers horizons scientifiques et apportent un avis éclairé sur des sujets précis sans s'en éloigner. La rigueur, la concision et la justesse des argumentations confère à ce livre une dimension explicative (voire même éducative) indéniable. Le but était de se pencher sur les conditions nécessaires destinées à favoriser la pérennisation des ressources issues de la savane, en partant d'un double postulat : il n'existe pas de barrières environnementales que l'homme ne saurait franchir ; les dislocations écologiques résultent la plupart du temps de la simplification à outrance de la vision de l'environnement par les sociétés qui font des investissements inappropriés en raison d'un manque de connaissance, de finances et d'organisation. Par les exposés (la plupart du temps irréprochables) des principes fondateurs ainsi que par la mise en perspective des problèmes de gestion de la savane, grâce à des exemples concrets et longuement exploités, l'ouvrage dirigé par M.D. Young et O.T. Solbrig parvient à rendre cohérente l'idée selon laquelle les populations doivent être reconnues comme par-

tie intégrante des écosystèmes de la savane. Les dimensions humaines et écologiques ne peuvent qu'être réintégrées dans leur approche dès l'instant où on ne peut plus se contenter de la dimension économique. Les exemples africains sont judicieusement choisis. Ils le sont pour ce qui concerne les situations auxquelles il faut mettre un terme : exploitation abusive des Barabaig de Tanzanie par leur gouvernement aidé par le Canada ; redéfinition des rapports entre blancs et noirs dans le mode de gestion de la savane en Afrique du sud, après l'abolition de l'apartheid. Mais ils le sont aussi, lorsqu'il s'agit d'insister sur les expériences positives, qui, bien qu'encore non achevées et présentant des imperfections certaines (auxquelles les auteurs apportent de judicieux correctifs) n'en sont pas moins encourageantes : c'est le cas du Zimbabwe et du Botswana, et dans une moindre mesure, celui du Kenya. [J.L.]

BERGER (Dhyani J.) — **Wildlife Extension : Participatory Conservation by the Maasai of Kenya.** — Nairobi. Act Press, 1993, 193 p.

Selon Dhyani Berger, il a toujours existé une relation étroite et relativement harmonieuse entre les Maasai et la faune. Malheureusement, les frontières officielles et la concentration des colonies humaines ont créé des obstacles pour la bonne marche de l'élevage. Les impacts, sous-évalués, de cette situation sont multiples. Ils jouent sur l'organisation sociale et le bien-être des Maasai, mais affectent également l'économie des pâturages, diminuent la diversité biologique et accélèrent la dégradation de l'environnement, cet ensemble de facteurs ayant pour conséquence de menacer aussi bien le futur des parcs et de la faune que celui des Maasai eux-mêmes. Le très faible taux de consultation entre les Maasai et les agences extérieures ainsi que leur périphérisation dans l'économie nationale rendent de plus en plus urgente la mobilisation des ressources humaines locales, la promo-

tion de la participation communautaire ainsi qu'à terme l'autodétermination des Maasaï. A partir de ce constat, Dhyani Berger décrit ce qui lui semble constituer un modèle de concertation menée entre populations locales et l'agence Wex (Wildlife Extension). Il existe une sorte de malaise : l'auteur décrit ce qui lui apparaît être un modèle de participation des Maasaï à la gestion de leur coexistence avec la faune, mais son analyse sous-entend inconsciemment que les décisions essentielles ont déjà été prises bien avant. D'ailleurs, si elle conclut en estimant que Wex a permis un développement économique et écologique important dans le district de Kajiado, elle avoue que les Maasaï ont été initialement floués dans la plupart des cas et que la seule solution qu'il leur reste, érigée en besoin et en droit, est de tirer profit de la « mine d'or » que représente la gestion de la faune. On reste donc sur un sentiment d'inachevé et de relative contradiction sur plusieurs questions, la description d'un idéal-type ne masquant pas la profonde inégalité de départ entre les Maasaï et leurs divers interlocuteurs. [J.L.]

DUFUMIER (Marc) (dir.) — Agriculture, écologie et développement. — **Revue Tiers-Monde**, n° 134, n° spécial, avril-juin 1993, pp. 241-479.

Cette publication rassemblant neuf articles et des notes de lecture spécialisées présente l'avantage d'introduire l'indispensable dimension comparative. Il est donc question du « Sud » en général, et l'Afrique n'est l'objet que d'une minorité des contributions (Tanzanie et Sahel). Mais la diversité des cas analysés d'Amérique latine jusqu'en Asie du sud-est peut apporter des éléments de réflexion utiles au contexte africain où l'on s'interroge souvent sur des formes d'action qui ont pu être expérimentées, en des termes comparables, sous d'autres cieux ; on est souvent ailleurs, mais on parle de la même chose. L'ensemble est mis en situation par M. Dufumier qui souligne l'importance

des déséquilibres intervenus aussi bien dans les systèmes socio-démographiques que dans les systèmes d'échange qui entretenaient le renouvellement des ressources naturelles, notamment au travers du fameux rapport agriculteur-éleveur. Celui-ci, particulièrement étudié par A. Marty au Sahel, illustre les dangers des approches toutes faites, que ce soit celles de l'expert colonial ou de l'idéologue doctrinaire, l'équilibre écologique imposant avant tout de revenir à un dialogue négocié entre utilisateurs complémentaires de terroirs fragiles. Les erreurs dues à l'oubli de l'histoire locale sont d'autant plus préoccupantes que les connaissances sur les effets à long terme des politiques nouvelles sont incertaines et encombrées de mythes (comme celui de l'incompatibilité entre une agriculture respectueuse de l'environnement et l'insertion dans le marché mondial). Ainsi les témoignages de J.-L. Paul sur les Waluguru tanzaniens ou de H. Cochet sur une région mexicaine constituent des preuves de l'efficacité des savoirs locaux (y compris le brûlis si critiqué) et des capacités d'innovation maîtrisées, alors qu'en contrepoint, l'étude de G. Trébuil sur la révolution verte en Thaïlande offre un inventaire remarquable des erreurs accumulées « sous la loi du profit à très court terme ». En d'autres termes, ce numéro ne s'adresse pas seulement à celui qui s'intéresse à l'agriculture et au monde rural ; il met en évidence de manière très concrète des dimensions fondamentales des problèmes de la gestion de l'environnement. [F.C.]

HARRISON (Paul) — **Une Afrique verte**. — Paris, Karthala, 1991, 448 p.

Bien que l'objectif premier qui a déterminé la conception de cet ouvrage soit la description de projets de développement ayant réussi en Afrique, le propos d'ensemble apparaît beaucoup plus ambitieux. En effet, P. Harrison voudrait montrer que tout pourrait bien marcher en Afrique, et que tout marche bien lorsque l'on fait ce qu'il faut

comme il faut. Ce qui de prime abord pourrait revenir à annoncer des tautologies cache en fait une volonté de mettre fin à une série de croyances préétablies concernant la situation générale de l'Afrique, tant au niveau de ses causes que des conséquences qu'elle entraîne. Si la crise financière et plus encore la crise de l'environnement sont graves, il faut avant tout retenir qu'elles apparaissent en étroite interaction, se nourrissant l'une l'autre mais déterminant aussi la crise alimentaire, la pauvreté et la famine. Après avoir dégagé les raisons qui font échouer la plupart des projets de développement, P. Harrison tente d'énoncer une série de solutions à partir de l'étude des projets ayant réussi ainsi que de sa propre expérience. Il affirme que les paysans africains restent les plus inventifs du monde (voir l'exemple remarquable des Chagga du Kilimandjaro), et qu'il devient urgent d'aider en priorité les petits exploitants. En cela, la tentative en ce sens engagée par le Zimbabwe est une totale réussite dont tous les autres pays devraient s'inspirer. Il prouve également que des projets peuvent réussir dans n'importe quel système politique, dès l'instant où ils sont rondement menés après une organisation sérieuse. Il n'existe pas selon lui de malédiction du paysan ou du dirigeant fainéant et incapable en Afrique, bien au contraire. Si l'avenir est sombre, les énergies existantes et ne demandent qu'à être encouragées. L'essentiel est de respecter certains critères, dont le plus important reste l'autonomie : il faut aider les gens à compter sur eux-mêmes. Cette affirmation apparaît assez surprenante dans un continent où l'aide étrangère représente la condition préalable du développement. Elle se justifie cependant par la nécessité d'une stratégie à court terme qui conduirait à concevoir des projets de manière à ce qu'ils soient relativement à l'abri du manque de finances, de devises et de main-d'œuvre qualifiée.

Faire la révolution verte en Afrique certes, mais on aurait aimé que ses multiples modalités d'apparition, par ailleurs parfaitement expliquées et justifiées, soient davantage mises en perspective

avec les problèmes environnementaux mondiaux. De plus, mais il en fait la concession lui-même, l'examen de ces projets est assez peu critique et il aurait été bon d'en montrer davantage les servitudes. Néanmoins, il faut considérer les défauts de cet ouvrage comme relatifs au regard de la tentative louable de P. Harrison de fournir des solutions à la crise de l'Afrique, en espérant que cette tentative ne restera pas lettre morte. [J.L.]

PONTIE (Guy), GAUD (Michel) (dir.) — L'environnement en Afrique. — **Afrique contemporaine**, n° 161, n° spécial, janv.-mars 1992, 294 p.

C'est une véritable encyclopédie que, sous couvert de sa célèbre revue, La Documentation française offre au public. La quasi-totalité du numéro est consacrée à un tour d'horizon des multiples facettes de la problématique moderne de la protection de l'environnement, de l'évolution des climats aux déchets industriels, des monographies de terrain à la coopération internationale, du conte symbolique aux interrogations méthodologiques du géographe, de l'économiste ou de l'écologue, lesquelles ouvrent d'ailleurs le débat. L'ensemble est donc très riche et constitue une publication de référence. Le risque inhérent à la formule choisie est que les centres d'intérêt partent dans tous les sens, obligeant les contributeurs à condenser leurs démonstrations, ce qui peut provoquer la frustration du spécialiste de tel ou tel problème particulier. Il y a une certaine cohérence de l'ensemble, et la place prépondérante faite aux chercheurs de l'ORSTOM n'y est pas pour rien. On apprécie de ce fait le souci de rigueur des analyses, les opportunes mises en garde contre un catastrophisme très en vogue en Europe (car il fait vendre du papier — recyclé ?), et la grande prudence à l'égard des vertus de l'expertise. Sans doute trouvera-t-on que l'appel à la réintroduction des savoirs locaux africains (sur laquelle revient, dans son excellente conclusion, M.

Gaud) n'est suivi d'effets que dans une minorité des contributions, et que les enjeux socio-politiques ne soient qu'esquissés, souvent d'ailleurs dans ces mêmes contributions (J. Boutrais, C. Thibon); plus précisément, l'approche en termes de politiques publiques ou de prise de décision n'a pas retenu l'attention. [F.C.]

BERNUS (Edmond), BOILEY (Pierre), CLAUZEL (Jean) et TRIAUD (Jean-Louis) — **Nomades et commandants.** — Paris, Karthala, 1993, 246 p.

Un chercheur, deux universitaires et un ancien administrateur de la France d'Outre-Mer nous proposent un recueil de communications consacrées aux relations entre l'administration et les sociétés nomades dans l'ancienne AOF jusqu'en 1960. C'est un ouvrage de recherche et de témoignages vécus. Les thèmes du partage de l'espace et des responsabilités entre coloniaux et méharistes, de la répression du hamallisme et des « bandits d'honneur », ne souffrent d'aucune critique. Par contre, l'interprétation du rôle de l'administration coloniale comme agent de développement pendant la paix française ne manquera pas de susciter des polémiques. A ceux qui crieraient à la justification à posteriori et à la reconstruction historique, on opposera cette réflexion de Ph. Loiseau : « Nous étions séduits et attirés par une société en survie que nous avons cependant contribué à détruire » (p. 164). [P.-M.D.]

SPITTLER (Gerd) — **Les Touaregs face aux sécheresses et aux famines, les Kel Ewey de l'Air (Niger).** — Paris, Karthala, 1993, 420 p.

La traduction en français de deux ouvrages publiés en 1989 à Stuttgart donne un ouvrage des plus intéressants. La sécheresse est une vieille compagne des sociétés qui vivent sur les marges désertiques septentrionales du Sahel ;

1913, 1927, 1942, 1973, 1984 furent les principales périodes de paroxysme, entrecoupées de retour à la normale. Face à cette composante permanente de leur cadre de vie, les Touaregs ont des attitudes et des pratiques que l'auteur décrit avec beaucoup de précisions et de détails : faire paître et abreuver le troupeau, rechercher la nourriture, partager les aliments de la faim, se déplacer ailleurs. L'importance des échanges et de la complémentarité avec les régions de culture haoussa au sud est très justement soulignée. Observations de vécu et interviews permettent d'argumenter l'analyse, qui aide à mieux comprendre les mentalités. Teintées de fatalisme et de confiance en Dieu, elles banalisent la misère qui devient, au fil des années, la norme vécue par tous. [P.-M.D.]

SALIFOU (André) — **La question touarègue au Niger.** — Paris, Karthala, 1993, 208 p.

Président du Haut Commissariat à la République pendant la période de transition, l'auteur a été concerné au premier chef par la rébellion touarègue. Son livre est une réponse à celui de Mano Dayak (*Touaregs, la tragédie*, Ed. Lattes, 1992, 218 p.). Il exprime le point de vue de l'État et la rébellion y est fermement condamnée. Son intérêt réside dans le récit détaillé des événements et des négociations, vus de Niamey, ainsi que dans l'explication du rôle de la France. Il est dommage que la seule responsabilité de la situation soit attribuée à une « rébellion absurde », à laquelle on ne trouve que des « raisons fallacieuses ». Dans un souci d'objectivité, la mauvaise gestion des espaces du nord, dont les préfets successifs portent la responsabilité, comme les exactions de certains militaires pendant les événements de Tchén Tabaraden, auraient pu être reconnus. Les dernières pages, sur la « régionalisation », laissent la porte au dialogue entrouverte, mais ne donnent pas de solution économique pour faire face aux grands ébranlements que subit la société nomade. [P.-M.D.]

CLAUDOT-HAWAD (Hélène) — **Le politique dans l'histoire touarègue.** — Aix-en-Provence, Les Cahiers de l'IREMAM, n° 4, 1993, 154 p.

Lorsqu'on aborde le monde touareg, il est présenté la plupart du temps comme un agrégat de tribus isolées, sans conscience d'une quelconque appartenance commune. L'idée d'absence d'organisation politique sert en général à expliquer l'effondrement de cette société. Depuis quelques années, les chercheurs du groupe d'Aix-en-Provence s'opposent à cette conception. Ils réunissent ici un ensemble de participations qui mettent en exergue l'organisation politique de l'ensemble touareg (*temust n imajaghen*). Analyses historiques, études de parentés, recherches sur les réseaux et les formations politiques ajoutent à une démonstration commencée dans « Touaregs, Exil et Résistance » et « Touaregs, Portrait en Fragments » (Edisud). [P.-M.D.]

MOYO (Jonathan N.) — **Voting for Democracy ; Electoral Politics in Zimbabwe.** — Harare, University of Zimbabwe, 1992, 244 p.

Ce solide ouvrage de science politique classique — trop classique, diront les blasés — dissimule une entreprise bien moins conventionnelle qu'il n'y paraît. Classique, parce que J. Moyo et son équipe ont appliqué avec maîtrise les canons de l'enquête électorale, c'est-à-dire qu'ils ont recueilli et traité des données avec autant de sérieux que le feraient des chercheurs américains ou britanniques, donc en s'imposant plus de discipline qu'il n'est communément d'usage en France... Plus de 7 000 répondants choisis dans 32 des 120 circonscriptions que compte le pays. Les résultats ne sont peut-être pas boulevrants ; du moins sont-ils fiables.

Mais le mérite de cette recherche n'est pas qu'académique ; elle présente en plus l'insigne mérite de décrire honnêtement le contexte et de relever tou-

tes les formes de fraudes introduites dans le scrutin : depuis les difficultés qu'oppose l'administration au déroulement de l'enquête jusqu'aux violences exercées — par le parti au pouvoir — durant la campagne, en passant par la discussion de multiples vices de formes graves (chap. 3).

D'un pays qui cumule tant de corruption électorale mais qui laisse publier par son université d'État un document dénonçant froidement cette corruption, on ne saurait dire qu'il est mal parti. Au contraire, cette liberté est très rassurante. A moins que... — les sceptiques ont déjà compris — le beau travail de J. Moyo et de ses collègues ne soit qu'à usage externe. Qui le lira dans les tangwenas de Mbare ou les chaumières de la brousse ? [P.Q.]

LESSING (Doris) — **Rire d'Afrique ; voyages au Zimbabwe.** — Paris, Albin Michel, 489 p.

L'auteur rapporte de trois séjours (1982, 1988 et 1989) au Zimbabwe une série d'observations qui n'étonneront peut-être pas ceux qui ont fréquenté ce pays à la même époque. Mais, ce qu'elle exprime ne pouvait venir que d'elle, c'est-à-dire d'une personne qui fut bannie de Rhodésie dès 1956 pour avoir pris la défense des Noirs et qui, retrouvant la terre de son enfance, préfère témoigner avec un franc-parler finalement plus ravageur du côté des « Chefs » au pouvoir depuis 1980 que chez les vieux « Rhodies » qu'elle ne porte pourtant pas dans son cœur.

Son indignation devant la corruption ne souffre aucun accommodement : « Comme d'autres jeunes pays noirs, le Zimbabwe a une élite dirigeante corrompue. Celle-ci est loin d'être une classe de voleurs portés à s'excuser. Au contraire, ils sont fiers d'eux, paradent et étalent leurs richesses » (p. 26). Heureusement pour la sévère Madame Lessing, il reste le féminisme, donc un nouveau combat à mener... Aussi n'est-il pas étonnant de trouver sous sa plume — excellente comme à l'accoutumée — le

plus féroce des portraits de l'élite au pouvoir : celui de la (défunte) épouse du président (p. 451 ss.).

Doris Lessing dit tout haut ce que pensent tout bas bien des habitants du Zimbabwe, en commençant par les Blancs libéraux qui, ne souhaitant pas se compromettre, invitent l'étranger à lire tel ou tel passage de son livre : « elle a tout compris... » [P.Q.]

MENGA (Guy) — **Congo : la transition escamotée.** — Paris, L'Harmattan, 1993, 217 p.

Témoignage à chaud, dominé par le ton d'un plaidoyer ponctué de remarques amères, d'un ancien exilé volontaire qui revint au Congo pour assister à la conférence nationale et qui participa, de juin 1991 à janvier 1992, au gouvernement de transition d'André Milongo. Ce dernier est d'ailleurs le seul homme politique à trouver grâce aux yeux de l'auteur qui semble lui vouer un culte particulier tandis qu'il a la dent dure à l'égard de tous les autres et ignore étrangement André Kolélas, leader historique du Pool qui a mis en selle ce même Milongo. Ce témoignage est à décoder car il émane d'un homme engagé qui ne livre qu'une partie des faits, pas tant d'ailleurs par volonté de dissimuler, mais parce qu'il tient pour acquis, de la part du lecteur, une intime connaissance de la vie politique congolaise et une intériorisation de ses mythes. Il ne faut pas rechercher dans ce livre une chronique fidèle et dense des événements qui se sont déroulés depuis l'ouverture de la conférence jusqu'à la fin du gouvernement de transition. G. Menga n'est pas un historien. Il ne faut pas non plus espérer y trou-

ver une analyse des causes internes et externes du processus. G. Menga procède par allusions mais démontre peu et, bien qu'il ait tout de même été en position d'observation privilégiée, il n'apporte guère d'éléments nouveaux sur ce qui a pu se passer au sein du gouvernement Milongo. Il est rafraîchissant de lire sa condamnation des « politologues » qui réduisent la politique au Congo à un conflit entre sudistes et nordistes ou, au mieux, à un puzzle d'intérêts tribaux ; mais il est décevant de constater que sa propre argumentation n'échappe jamais à la défense des gens du Pool contre les menaces des autres régions. De même, les pressions externes, sur lesquelles le lecteur attend des informations nouvelles, ne sont traitées qu'à travers des considérations que chacun connaît déjà.

Malgré toutes ces réserves, l'ouvrage de Guy Menga présente un très grand mérite, une lucidité politique qui est peut-être à mettre au compte de propriétés de situation : celui de poser un problème qui devrait surgir du bilan des transitions africaines. La volonté de faire en sorte que ces processus se déroulent pacifiquement, donc, en évitant les jugements et les épurations, a fait, à peu près partout et d'une manière très voyante au Congo, le jeu des nomenclaturas sortantes et privé les nouveaux détenteurs du pouvoir d'une marge de manœuvre leur évitant de se retrouver nez à nez avec les hommes du passé. Pour qui met l'accent sur le caractère paisible de la transition, il peut être choquant de lire les critiques qu'adresse sans cesse G. Menga à Ernest Kombo. Si l'efficacité de la transition est l'objectif ainsi que la volonté d'assurer un renouvellement des élites, il faut reconnaître avec l'auteur que l'évêque d'Owando porte une énorme responsabilité. [P.Q.]